



SNU : c'est reparti pour la généralisation !

Les premiers stages dans le cadre du Service national universel datent de 2019. C'est aussi à ce moment-là que le Collectif national Non au SNU ! a été créé. Au fil de ces cinq années, nous avons entendu maintes annonces de sa généralisation. Et autant de reculs, pour des raisons diverses : déclarations de posture sans préparation, réserves ou désaccords d'entités censées le prendre en charge, critiques sur les expériences menées annuellement, et aussi, bien entendu, refus des organisations syndicales des travailleurs et travailleuses directement concernées, refus de la jeunesse directement concernée et de ses organisations.

Ainsi, il y a moins d'un an, Macron annonçait renoncer à cette généralisation. C'était le résultat des mouvements sociaux alors en cours dans le pays. C'est également dans ce contexte que le refus du SNU s'est considérablement élargi et manifesté à l'encontre de la caravane de propagande organisée au printemps 2023 par le gouvernement.

Aujourd'hui, le rapport de force n'est plus celui du premier semestre 2023. Les réactionnaires reviennent à la charge. Le 6 janvier, le président de la République a parlé de « généralisation du SNU en [classe de] Seconde » ; le 30 janvier, le Premier ministre le 30 janvier précisait « en 2026 ».

Nous sommes toujours opposé-es au SNU qui est une opération de soumission de la jeunesse, constitue une remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses, représente des dépenses considérables et est en lien avec un renforcement de la militarisation. Ce sont les fondements du Collectif Non au SNU !

Des organisations syndicales de l'Education nationale expliquent que la généralisation du SNU représente au moins 50 000 postes d'enseignant-es et un million d'heures de cours perdues

Le SNU s'inscrit dans un projet réactionnaire global

L'infâme loi dite « sur l'immigration », les violences policières, le productivisme qui détruit l'environnement, la volonté d'imposer l'uniforme à l'école, les appels incessants aux « réarmements », entrent dans ce cadre. Sans doute faut-il une **riposte unitaire pour imposer d'autres choix** : le collectif Non au SNU ! est disponible pour cela. Dans un premier temps, nous contactons les fédérations syndicales de l'Education nationale et Jeunesse et Sports, les organisations lycéennes et la Fédération des conseils de parents d'élèves. C'est une première étape, nous sommes ouverts à d'autres propositions.

Les collectifs locaux constitués dans plusieurs villes et départements ont des contours variés : telle organisation présente ici ne l'est pas là-bas, pour telle autre c'est l'inverse, une troisième est impliquée dans plusieurs collectifs locaux mais pas (encore) signataire de notre appel national : travailler ensemble avec nos diversités est une de nos forces : Non au SNU !

Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans

Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes du SNU seront utilisé/es pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé/es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité/es, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé.es à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : plusieurs milliards d'euros par an, selon les derniers rapports du Sénat. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent.

Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) ?

Non au SNU ! Abrogation du SNU !

Campagne unitaire contre le SNU : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen-nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant-e-s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération Nationale du Travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, SUD Luttés De Classes – éducation, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, La Voix lycéenne, Union Etudiante, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d'Étude et de Formation à l'Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l'Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Education, Fédération Nationale Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, Mouvement pour une Alternative Non-violente, Unjourlapaix, Association Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA), Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Prolétarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Pour une Écologie Populaire et Sociale, Mouvement Résilience, Alternatives et autogestion, Cercle 49, Radio-Libertaire, Revue Silence, Cerises la coopérative, Questions de classes, L'Allume-Feu, Editions du Chemin Creux, Arc en ciel théâtre réseau coopératif, Toustes en Colo *Collectifs locaux unitaires Non au SNU Nantes, Saint-Nazaire, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault, Vendée, Marseille, Var, Vosges, Corrèze, Ile-de-France, Haute-Savoie,...* Pour rejoindre le collectif : nonsnu@lists.riseup.net